

刚打进中国市场的加拿大企业可以考虑利用中国的低廉工资，向中国制造商定做货品。这样不用付出大规模投资的开支，便可获得出口产品的来源。但加拿大企业要在中国投资也有其他方法。外国投资可以根据数种形式进行，其中包括加工及装配协议、补偿贸易、外商全资企业、合资企业及技术转移等。

中国的投资气候相当困难，任何有意打进中国市场的外国投资者都必须谨慎行事。虽然如此，要进行有利可图的商业活动也并非不可能。有关外国投资的法律架构不断演化，而中国的变革步伐也相当迅速。因此最好向一些对中国有认识的律师和会计师询问意见。在加拿大就有数家这样的律师和会计师事务所。在香港、上海和北京也可找到几位加拿大律师和会计师。跟中国进行任何形式的投资前先寻求专业意见，其重要性不容低估。

中国税制新改革

中国自一九九四年一月一日起，开始了大规模税制改革。这是中国自四十年前确立税制后最重大的改变。

这次改革最主要目的并非增加税收，而是将税制合理化。因此许多新税率都跟以往一样，甚至比以前更低。税制合理化的进行主要通过税务架构的结合和简化，令税制更为公平。这样可以减少经济决策的歪曲情况，堵塞逃税漏洞及节省退税及收税的行政开支。新税制也可以令各种企业（即中外企业、国有及私营企业）在税务上有更平等的地位，鼓励公平竞争及发展市场力量。

税务改革对外国企业将有广泛的影响。长远来说，更统一，更合理的新税制会改善中国的经济前景和投资环境，为外国企业提供有利条件。但目前对外国企业的运作和获利能力则有一定影响，例如：

- * 新个人所得税会增加可获高额补偿的外地人员的成本，但应能减少本地劳工的成本。

- * 外国企业的利得税率会保留，但本地企业现在可享受跟外国企业相同的税率，因此本地企业的竞争能力可能会有所增加。

- * 影响驻华外国企业的工商业综合税 (CICT) 已由新的增值税 (VAT)、消费税、商业税和个人所得税所取代。这项改变增加了某些外国企业的间接税负担，但也同样减少了某些外国企业的负担。中国官员表示约三成现有外国企业会面对更高税收，但他们答应会将增收的税款退还，最高可达五年。

A Canadian company new to the Chinese market may wish to take advantage of China's low labour costs by having goods produced to order by a Chinese manufacturer. This will allow them to source product for export without incurring the expense of a major investment. However, there are many other ways for a Canadian company to make an investment in China. Foreign investment can take a number of forms, including processing and assembly agreements, compensation trade, wholly foreign-owned enterprises, joint ventures and technology transfers.

Although the investment climate in China is difficult and any potential foreign investor must approach this market with caution, it is possible to enter into a profitable venture. The foreign investment legal framework is constantly evolving and the pace of change in China is rapid. It is recommended therefore that China-knowledgeable lawyers and accountants be consulted. There are several located in Canada; a few Canadian lawyers and accountants can be found in Hong Kong, Shanghai and Beijing. The need for expert advice before embarking on any form of investment with the Chinese must not be underestimated.

China's New Tax Reform

China launched a major reform of its tax system effective from 1 January 1994, which is the most significant change to the system since its establishment four decades ago.

The main aim of the reform is to rationalise the tax system rather than to increase tax revenue. As a result, many of the new tax rates are the same or even lower than the previous ones. Rationalisation of the system has been achieved mainly through unifying and simplifying the tax structure to make it more equitable. This will reduce distortion in economic decision-making, loopholes for evasion, and the administrative costs of tax remittance and collection. It will also put different types of enterprises (i.e., domestic and foreign, state and non-state) on a more equal footing in terms of taxation, thus facilitating fairer competition and the development of market forces.

The tax reform will have a range of impacts on foreign business. Over the longer term, the greater uniformity and rationality of the new system will improve China's economic prospects and investment environment and therefore be favourable to foreign business. More immediate, however, are certain effects on the operation and profitability of foreign business, such as:

- The new individual income tax will increase the cost of highly compensated expatriates but should reduce domestic labour costs.

- The profit tax rate for foreign enterprises will be retained. However, domestic enterprises will now enjoy the same rate as foreign enterprises and hence may provide greater competition to them.

- The Consolidated Industrial and Commercial Tax (CICT) affecting foreign businesses in China will be replaced by the new Value-added Tax (VAT), Consumption Tax and Business Tax. The change will increase the burden of indirect tax of some foreign businesses but reduce that of others. Chinese officials claim that about 30 percent of existing foreign businesses will face higher taxes, but has promised to rebate these extra taxes for up to five years.

production qui y est reliée bénéficient de concessions fiscales et d'autres avantages.

Une société canadienne peu habituée au marché chinois pourrait envisager de profiter du faible coût de la main-d'œuvre en Chine pour faire fabriquer ses produits selon ses spécifications dans des ateliers chinois. Ceci lui permettra d'exporter sans devoir consentir d'investissements trop élevés. Les investissements canadiens en Chine peuvent prendre de nombreuses formes: ententes de fabrication et d'assemblage, échanges en compensation, filiales à 100 pour cent, coentreprises et transferts de technologie.

Bien que le climat entourant les investissements en Chine ne soit pas des plus faciles et que les investisseurs doivent s'y montrer très prudents, il est possible d'y obtenir des résultats très encourageants. Le cadre légal régissant les investissements étrangers évolue constamment et très rapidement. Il est conseillé, dès lors, de faire appel à des avocats et à des comptables bien au fait de la réglementation chinoise. Il en existe plusieurs au Canada. On retrouve également des avocats et des comptables canadiens à Hongkong, à Shanghai et à Beijing. Il ne faut pas mésestimer le besoin de consulter des spécialistes avant d'investir en Chine.

La nouvelle réforme fiscale de la Chine

La Chine a introduit une réforme très importante de son système fiscal qui a pris cours au 1er janvier 1994. Il s'agit de la réforme la plus importante du système fiscal chinois depuis l'instauration de celui-ci il y a une quarantaine d'années.

Cette réforme vise plutôt la rationalisation du système qu'une augmentation des recettes. Il en résulte que de nombreux impôts et taxes se situent au même niveau, voire à un niveau inférieur qu'auparavant. Cette rationalisation répond essentiellement à un souci d'uniformisation et de simplification du système fiscal pour le rendre plus équitable. Ceci fait s'amenuiser les distorsions dans le processus de prise de décision, supprime certaines échappatoires menant à l'évasion fiscale et réduit les coûts afférents à la perception des recettes fiscales. La réforme permet d'uniformiser en termes d'impôts les différents types d'entreprises, comme les entreprises domestiques et étrangères ou les entreprises publiques et privées, ce qui aboutira à une concurrence plus saine et au renforcement des forces du marché.

La réforme fiscale aura des conséquences importantes à long terme pour les entreprises étrangères qui ne pourront que profiter de l'effort d'uniformisation et de rationalisation du nouveau système, vu qu'il améliorera les perspectives économiques de la Chine et l'environnement dans lequel se font les investissements. Dans l'immédiat, cependant, cette réforme produit déjà des effets au niveaux de l'exploitation et de la rentabilité des entreprises étrangères, comme, par exemple :

- le nouvel impôt des particuliers fera augmenter le coût déjà très élevé de la main-d'œuvre expatriée mais réduira le coût de la main-d'œuvre locale;

- le taux d'imposition des bénéfices des sociétés étrangères sera maintenu mais les entreprises locales seront imposées au même taux que les sociétés étrangères, ce qui débouchera sur un élargissement de la concurrence;

- la taxe industrielle et commerciale consolidée frappant les sociétés étrangères en Chine sera remplacée par de nouvelles taxes : taxe sur la valeur ajoutée (TVA), taxe à la consommation, taxe d'affaires et impôt sur le revenu personnel; cette modification a fait augmenter le fardeau de la fiscalité indirecte de certaines sociétés étrangères mais l'a diminué pour d'autres; les autorités chinoises estiment qu'environ 30 pour cent des sociétés étrangères installées en Chine devront faire face à une augmentation de taxes et impôts